



**DECLARATION de la FNEC-FP-FO du Val d'Oise
au CDEN du jeudi 15 février 2018**

Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Comme vous le savez, **l'ensemble des organisations syndicales du département FO CGT FSU UNSA, réunies en Comité Technique jeudi 8 février dernier, ont voté CONTRE le projet de carte scolaire 1er degré présenté pour la rentrée 2018.** Ce matin, le CTSD a été reconvoqué sans aucune amélioration réelle proposée : le vote des organisations syndicales a donc été identique.

La dotation est certes positive pour le Val d'Oise : 286 postes. Mais les choix imposés pour la répartition des postes impliquent, pour la rentrée prochaine, aucune amélioration de la situation actuelle. La plus grande partie des postes étant réservée aux dispositifs CP et CE1 « 100 % réussite », la carte scolaire provoque donc mécaniquement une augmentation des effectifs et une aggravation des conditions de travail dans les écoles non situées en REP ou REP+, et dans les classes autres que CP et CE1 dans les écoles de l'éducation prioritaire. La question des locaux est un problème central pour les CP « 100% réussite » en REP :

- combien de communes ont réellement les moyens d'accueillir convenablement ces nouvelles classes/dispositifs ?
- combien de classes de CP vont devoir fonctionner avec deux enseignants en continu dans le même espace ?
- Combien d'écoles vont-elles faire disparaître salles informatiques, bibliothèques, arts visuels ?
- Combien de salles de classes seront montées à la hâte en préfabriqués ?
- Combien de classes seront séparées en deux par une cloison ?

Autant de situations inadmissibles !

Ce n'est pas une particularité du Val d'Oise mais bien une orientation et une problématique nationale. Le Ministère de l'Education nationale a annoncé une dotation globale de 3 881 postes pour le primaire dans toute la France. Mais 3100 de ces postes doivent être absorbés par le dispositif des CP et CE1 « *100 % réussite* » en éducation prioritaire, le ministère ayant confirmé sa volonté pour la rentrée 2018 de dédoubler tous les CP en REP et les CE1 en REP+ « *partout où c'est possible* ».

FO ne partage pas cette orientation. Les postes créés doivent servir à faire baisser les effectifs dans toutes les classes en éducation prioritaire et hors éducation prioritaire, et non servir à des dispositifs de déréglementation que sont les CP et CE1 « 100% réussite ».

Concernant la nouvelle modification des rythmes scolaires, le décret Blanquer, était censé créer des dérogations permettant, ici ou là, une organisation de la semaine scolaire sur 4 journées pour les communes qui ne souhaitent plus avoir des écoles fonctionnant sur 4,5 jours d'école.

Aujourd'hui, force est de constater que la « norme » va devenir un modèle extrêmement minoritaire. Nationalement, plus de 80 % des communes (selon l'Association des Maires de France) auront adopté une organisation sur 4 jours en septembre 2018. **L'immense majorité des enseignants et des parents aussi d'ailleurs demandent le retour à la semaine des 4 jours sur 36 semaines.**

Pour notre département, dans le document récapitulatif établi à la date d'aujourd'hui, seule une commune (Courdimanche) fonctionnerait à 4,5 jours à la rentrée 2018.

En effet, aujourd'hui, c'est l'heure du bilan de la réforme Peillon : tous les conseils d'école qui s'expriment, le disent massivement : il faut tourner la page de cette réforme, l'école doit rester l'école, avec des horaires uniformes ; le scolaire et le périscolaire doivent être nettement séparés, les écoles doivent fonctionner sur 4 jours, avec la coupure du mercredi.

Pour finir, ce CDEN se réunit peu après l'épisode « neige et verglas ». Les écoles sont restées ouvertes durant les trois jours (7, 8 et 9 février), certains établissements scolaires du second degré ont fermé vendredi 9 après-midi. Or, M. le préfet, durant ces 3 jours, vous avez donné la consigne aux usagers du département de ne pas utiliser leur véhicule, le ramassage scolaire était suspendu, les bus de la STIVO étaient à l'arrêt également. Durant ces 3 jours, les transports en commun ont fonctionné de manière très réduite voire inexistante dans un grand nombre de zones du département. Ainsi, si les écoles n'ont pas été fermées, c'est qu'il était demandé aux enseignants de s'y rendre, ceci dans des conditions très difficiles voire impossibles. Nous regrettons donc que des mesures immédiates n'aient pas été prises pour garantir des conditions maximales de sécurité des agents publics comme des élèves, notamment en fermant les établissements scolaires ou les administrations qui pouvaient l'être.

FNEC FP
FO